



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## Ressources - Astreinte d'exploitation - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ».

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation par les agents du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, élargie aux agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux, dénommée 'cadres d'astreinte', pour la réception d'une alerte en mairie, en dehors des heures d'ouverture des services, afin de mettre en place les actions de sauvegarde appropriées.

La délibération n°2007/224 adoptée en séance du Conseil municipal du 25 juin 2007 et modifiée par les délibérations n°2013/547 en séance du 25 novembre 2013, n°2015/592 du 17 décembre 2015 et n°2016/352 du 29 septembre 2016, prévoit les conditions d'exercice et les modalités de paiement ou de compensation de cette astreinte.

Dans le cadre de la mutualisation d'un certain nombre de services entre la Ville et la Métropole, il est proposé d'étendre cette astreinte aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole qui sont affectés dans un service commun, particulièrement le Pôle Moyens Généraux, le Pôle Patrimoine Immobilier et le Pôle Sport qui, à ce titre, sont amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et pour la Métropole.

### Modalités générales :

- L'astreinte est réalisée du lundi au lundi suivant : soit de 12h00 à 13h30 et de 17h30 à 8h30 en semaine travaillée ; 24h/24 le week-end, jour férié et/ou jour de permanence mairie ;
- Pendant sa période d'astreinte, le cadre d'astreinte est joignable et mobilisable à tout moment. A cet effet, il doit être en capacité d'intervenir sur le territoire communal de Montpellier dans un délai d'une heure ;
- Avant d'assurer leurs semaines d'astreintes, les agents concernés devront réaliser une formation initiale et continue obligatoire conjointement avec le service sécurité civile de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique et le service formation de la Direction des Ressources Humaines ;
- Pendant leurs semaines d'astreinte, les agents concernés devront suivre un briefing le lundi matin à 11h00 (transmission des outils et équipements, informations et consignes particulières) et un débriefing le lundi matin suivant à 10h00 (remise des outils et équipements, ...) ;
- Le cadre d'astreinte complète une main courante dématérialisée après chaque mobilisation/appel sur l'espace partagé mis à disposition (en précisant : l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées au cours du temps, observations et difficultés rencontrées...).

### Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

### Rôle et missions de l'astreinte :

- Le cadre d'astreinte assure l'alerte de l'autorité supérieure, la continuité de service indispensable et les premières actions de sécurité et/ou de sauvegarde (personnes, biens et environnement) en dehors des heures ouvrées de l'administration. Il est également, avec l' élu d'astreinte, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile ;
- Il dispose des outils d'aide à la décision du Plan Communal de Sauvegarde (procédures format papier, tablette d'astreinte, espace partagé type SharePoint ...) et matériels (véhicule d'astreinte dédié avec remisage à domicile, équipements de protection, ...).

Afin de remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicataires d'astreinte prévues à cet effet, ainsi que de réaliser le lien entre les différents services de secours, de l'ordre et les principaux partenaires d'urgence.

Il est en mesure non seulement de décider mais également d'intervenir sur le terrain pour constater les enjeux, mesurer les conséquences de l'événement et prendre les décisions adéquates.

Les modalités d'indemnisation et de récupération ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Au regard des évolutions réglementaires, les montants sont modifiés comme suit :

### I. FILIERES AUTRES QUE LA FILIERE TECHNIQUE :

#### 1. Indemnisation ou compensation des astreintes :

<b>PERIODES D'ASTREINTES</b>	<b>Une semaine d'astreinte complète</b>	<b>Une astreinte du lundi matin au vendredi soir</b>	<b>Dimanche ou jour férié</b>	<b>Une nuit de semaine</b>	<b>Une astreinte du vendredi soir au lundi matin</b>	<b>Un samedi</b>
<b>INDEMNITES D'ASTREINTES</b>	149.48 €	45 €	43.38 €	10,05 €	109.28 €	34.85 €
<b>ou</b>						
<b>COMPENSATION D'ASTREINTE (Durée de repos compensateur)</b>	1 journée et demie	1 demi-journée	1 demi-journée	2 heures	1 journée	1 demi-journée

#### 2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

<b>PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTES</b>	<b>un jour de semaine</b>	<b>un samedi</b>	<b>une nuit</b>	<b>un dimanche ou un jour férié</b>
<b>INDEMNITE D'INTERVENTION</b>	16 € de l'heure	20 € de l'heure	24 € de l'heure	32 € de l'heure
<b>ou</b>				
<b>COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos</b>	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

## 2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

<b>PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTES</b>	<b>un jour de semaine</b>	<b>un samedi</b>	<b>une nuit</b>	<b>un dimanche ou un jour férié</b>
<b>compensateur)</b>				

## II. FILIERE TECHNIQUE

### 1. Indemnisation des astreintes :

Pour la filière technique, la réglementation ne prévoit pas la possibilité de recourir à la compensation en temps. Seule l'indemnisation est possible :

<b>PERIODES D'ASTREINTES</b>	<b>La semaine d'astreinte complète</b>	<b>Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures</b>	<b>Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures</b>	<b>Samedi ou journée de récupération</b>	<b>Une astreinte le dimanche ou un jour férié</b>	<b>Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)</b>
<b>ASTREINTES D'EXPLOITATION</b>	159.20 €	8.60 €	10.75 €	37.40 €	46.55 €	116.20 €

**A noter :** Les montants sont majorés de 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours avant le début de cette période.

## 2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Seuls les agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS, indemnités horaires pour travaux supplémentaires (Ingénieurs territoriaux) sont concernés par l'indemnisation ou la compensation d'intervention pendant les périodes d'astreinte :

<b>PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTE</b>	<b>Nuit</b>	<b>Samedi</b>	<b>Jour de repos imposé par l'organisation collective du travail</b>	<b>Dimanche et jour férié</b>	<b>Jour de semaine</b>
<b>INDEMNITE D'INTERVENTION</b>	22 €	22 €	-	22 €	16 €
<b>ou</b>					
<b>COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)</b>	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 50%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 100%	-

**A noter** : pour les agents éligibles aux IHTS, les interventions en période d'astreinte peuvent donner lieu au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou être compensées en temps notamment selon les modalités du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié et de la délibération n°M2019-795 adoptée en séance du Conseil du 18 décembre 2019.

La rémunération ou la compensation en temps des astreintes ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. De même, la rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre. L'autorité territoriale peut choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Par ailleurs, l'indemnité d'astreinte ou la compensation des astreintes ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001, pour l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole**

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-203781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.